



## Le 30 mai 2023, déclaration lors du rassemblement au Rectorat de Lille.

La période de ruée vers les réformes que nous vivons actuellement est préjudiciable à toutes et tous. Les décisions imposées, en urgence, qui désorganisent plutôt que d'aider les personnels et les enseignant.es sont devenues coutumières.

La question posée par le SUNDEP Solidaires Sud Enseignement privé est de savoir si nos carrières professionnelles sont maintenant un jeu dans lequel nous sommes toutes et tous les pions du gouvernement. Nous dénonçons la dégradation des conditions de travail dues à la réforme de la voie professionnelle et le transfert progressif et dangereux des élèves comme des personnels de la voie professionnelle scolaire vers le ministère du travail.

Le SUNDEP Solidaires demande le retrait du Pacte qui alourdit la charge de travail, amplifie les inégalités, renforce une possibilité de favoritisme de la part de la hiérarchie, de même nous rejetons le pacte spécifique aux lycées professionnels encore plus contraignant et régressif pour les personnels et enseignant.es.

Sous prétexte de choix d'avenir pour les jeunes, d'insertion efficace dans un premier emploi, d'aide aux enseignant.es, le ministre de l'Education Nationale propose de nouvelles missions rémunérées. C'est-à-dire que des enseignant.es, déjà épuisés.es par leur travail pourront travailler encore plus. Le résultat ne sera aucunement une revalorisation de notre métier mais une accélération de la détérioration des conditions de travail. Le SUNDEP Solidaires revendique un salaire décent pour les personnels et les enseignant.es sans augmentation du temps de travail et des créations de poste à la hauteur des besoins.

Sous prétexte de mieux corriger les inégalités de destin, en lien avec les besoins économiques et des territoires, le ministre de l'Education Nationale propose de corréliser sa nouvelle carte de formation sur les entreprises locales. Au lieu de laisser un système qui donne une facilité de choix d'orientation aux jeunes, les filières d'enseignement seront directement liées à la nature des entreprises de chaque région. Cette réforme consiste à fournir une main d'œuvre bon marché aux entreprises et, de surcroît, payée par l'Etat.

Emmanuel Macron et le gouvernement mènent des politiques mettant en danger la santé de la population, l'éducation, la protection sociale, la solidarité. Le SUNDEP Solidaires s'oppose au choix de l'austérité budgétaire ciblée sur la population la plus fragile en parallèle des « cadeaux » et exonérations récurrentes pour le patronat et les entreprises. Les jeunes les plus fragiles verront leurs futures vies professionnelles soumises aux besoins du bassin où ils résident. Ils ne sont pas des objets que l'on oriente au gré des nécessités économiques. Que deviendront les collègues qui verront leurs filières fermées ? Nous savons qu'aucun moyen n'est mis en place pour d'éventuelles reconversions. Nous dénonçons encore une fois le mépris et la maltraitance du gouvernement envers les personnels de l'Education Nationale.

Le mouvement social historique que nous vivons actuellement ne s'arrêtera pas au regard de toutes les inégalités existantes. La réforme des retraites est brutale et injuste pour les travailleurs, travailleuses et pour la jeunesse, la réforme du lycée professionnel tout autant, c'est pourquoi le SUNDEP Solidaires poursuit la mobilisation aujourd'hui, demain, et le 6 juin en grève et en manifestation massive dans la rue.

